

## Burundi : le clergé sous pression

Jeune Afrique, 05 juillet 2017 Au Burundi, comme au Rwanda, l'Eglise catholique a exercé par le passé une influence certaine. A l'heure actuelle, quel est donc l'état du clergé au Burundi? Deux pays, deux ethnies, deux crises, une seule et même Église. Au Rwanda, comme au Burundi, l'institution n'a jamais cessé de jouer de son influence, de faire entendre une voix qui porte dans les collines, aux deux tiers peuplées de catholiques. [Photo : Audience du Pape François aux Évêques de la Conférence Épiscopale du Burundi en visite ad Limina Apostolorum, 5 mai 2014]

Une différence pourtant, et de taille dans cette région des Grands Lacs : à Kigali, les prêtres ont longtemps relayé le discours identitaire quand, à Bujumbura, ils le dénonçaient. Vingt-deux ans après le génocide, et à la suite d'un long silence, les évêques rwandais ont retrouvé la parole en novembre 2016 et demandé pardon pour le rôle de l'Église catholique dans les crimes de 1994 suivis en cette démarche par le pape, en mars. Leurs collègues de Bujumbura, eux, ont appris à se taire devant la déliquescence de leur pays et les menaces dont ils font l'objet. Plutôt laïciste, la hiérarchie catholique burundaise est souvent entrée en conflit avec des dirigeants politiques qui l'écartaient peu. Du putsch de Jean-Baptiste Bagaza, en 1976, à l'assassinat du président Melchior Ndadaye en 1993 et la guerre civile qui a ensanglanté le pays jusqu'en 2006, les évêques ont multiplié les condamnations. Certains y ont même laissé la vie comme l'archevêque de Gitega, Joachim Ruhuna, tué en 1996 par les rebelles hutus. Sept ans plus tard, c'est l'archevêque irlandais Michael Aidan Courtney qui est abattu lors d'une embuscade tendue au sud de la capitale. Râleurs Et ce sont les violations concernant l'assassinat, en septembre 2014, de trois religieuses italiennes, qui vont attiser la contestation contre Pierre Nkurunziza, candidat à sa réélection au début de 2015. Incarcéré après avoir été condamné à la prison à vie pour ce crime aux services secrets burundais, le journaliste Bob Rugurika est libéré après un mois, sous les ovations de la foule. Une liesse jusqu'alors inconnue dans le pays, et qui accompagnera, quelques mois plus tard, le général Niyombare pendant les quarante-huit heures de son coup d'état manqué sous le regard bienveillant d'une Église catholique burundaise qui ne bouge pas. L'institution a pris clairement position dès le début de la crise et, en tenant aux accords d'Arusha, s'oppose à un troisième mandat présidentiel, par la voix du variste Ngoyagoye, l'évêque de Bujumbura. Pendant quelques mois, les sermons se durcissent dans les églises. Avant que Pierre Nkurunziza remporte la mise et que ses partisans veuillent remettre au pas les prêtres râleurs. Emprisonnés, exfiltrés à quelques-uns ont été emprisonnés, d'autres exfiltrés, témoigne un membre du diocèse de Gitega. L'archevêque Ngoyagoye a plusieurs fois menacé de mort. « La conférence épiscopale se fait taper sur les doigts dès qu'elle tente de parler de la situation interne du pays, et lors des offices, les sympathisants du pouvoir hésitent pas à corriger les sermons qu'ils jugent un peu trop orientés. Cela empêche pas certains prêtres d'interpeller le chef de l'état, par l'intermédiaire des Saintes Écritures. Soutenant officiellement les négociations, le clergé burundais semble attendre son heure. « La situation économique est si grave que, sans aide internationale, le pouvoir est chaque jour un peu plus contesté », observe le professeur Nestor Bidadanure. En novembre, Pascal Nyabenda, président de l'Assemblée nationale, a joué les clairons en appelant l'Église à convaincre les bailleurs de fonds. Une demande à laquelle la principale institution religieuse du pays s'est contentée de faire la sourde oreille. Par Olivier Caslin

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});